

ÉCOLE LOW COST ?

NOS ENFANTS MÉRITENT MIEUX !

Rentrée 2015. Le service public d'éducation nationale continue à se dégrader. Aux familles de compenser (si elles en trouvent les moyens) pour que leurs enfants réussissent !

Un an après la réforme des rythmes scolaires, on voit le résultat : enseignement désorganisé, enfants fatigués... et de plus en plus de villes demandent aux parents de payer pour le périscolaire. Les inégalités entre les villes, entre les familles augmentent.

Cette année, c'est le collège qui subit une nouvelle « réforme » : d'un collège à l'autre, les enfants n'auront plus droit aux mêmes enseignements. Les horaires de français, de maths, de langues... ne seront plus les mêmes pour tous. Encore des inégalités !

Au lycée, les enfants du baby-boom de l'an 2000 font leur première rentrée... mais qui leur fera cours ? Les postes promis par François Hollande sont loin d'être créés. Le pouvoir d'achat des enseignants baisse, les conditions de travail se dégradent et il n'y a pas assez de candidats aux concours de recrutement des professeurs. Résultat : les profs absents ne sont pas remplacés, le nombre des enseignants précaires et sans formation ne cesse de croître. Les lycées n'ont pas la possibilité d'accueillir tout le monde à la rentrée. Et ce sont massivement les jeunes des classes populaires qui se retrouvent à la porte du lycée, sans affectation.

À l'université, 1 étudiant sur 2 échoue en première année parce qu'il est obligé de se salarier pour financer ses études.

Avec cette école low cost, l'austérité nous mène à la catastrophe !

Le gouvernement promet des millions aux patrons, et ce sont nos enfants qui paient.

Il est temps que l'État prenne ses responsabilités : il faut investir massivement dans l'éducation pour préparer l'avenir : augmenter le niveau de connaissance et de qualification pour développer un emploi de qualité et donner à chacun les moyens de participer à la vie démocratique. Nous voulons un plan d'urgence pour l'école !

Marine Roussillon

R
E
N
D
E
Z
-
V
O
U
S

11-12-13 SEPTEMBRE
Fête de l'Humanité
Parc de la Courneuve
les débats du réseau école :
<http://reseau-ecole.pcf.fr/74244>

17 SEPTEMBRE
Grève intersyndicale
contre la réforme du collège

6 ET 13 DECEMBRE
élections régionales

à la rentrée, trop d'absents à l'appel

Le reportage favori des journaux télévisés de septembre, ce sont les tout-petits s'accrochant au cou de leurs parents par peur d'entrer à l'école. Emouvant, peut-être, mais réducteur : l'inquiétant à la rentrée, ce sont plutôt les absents. Faisons l'appel pour recenser les besoins :

Des profs à recruter

Les campagnes de communication pour attirer des étudiants vers les métiers de l'enseignement ne parviennent pas à faire le plein des postes mis au concours, pourtant bien en deçà des promesses faites : dans le second degré, 17,9% des postes ne sont pas pourvus à la session 2015. Si la ministre reconnaît elle-même qu'il reste à faire de gros efforts pour améliorer cette situation, les vraies incitations ne sont toujours pas là : **une revalorisation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la mise en place de pré-recrutements.**

Faute de mesures à la hauteur des besoins, recrutements spécifiques inégalitaires et embauches de contractuels devront combler les vides les plus criants. Et sans la moindre marge de manœuvre, les remplacements ne pourront être assurés !

Des lycéens à affecter

Les capacités d'accueil des lycées ne permettent pas de faire face à l'arrivée des générations du baby-boom des années 2000. Le

résultat ? Des milliers de jeunes se retrouvent à la rentrée sans lycée d'affectation. Le phénomène a pris une ampleur telle que des dispositifs se mettent en place : *SOS rentrée* recense les élèves ainsi privés de rentrée et apporte une aide au règlement des situations au cas par cas. Des syndicats lycéens proposent des plateformes d'assistance.

Mais, même lorsque les situations se règlent, c'est bien souvent au détriment des vœux des lycéens, affectés dans une voie qu'ils n'ont pas choisie, ou en surnombre d'effectifs déjà surchargés des classes de seconde. Autant de motifs de découragement et d'abandon parfois.

Nos solutions ? Une augmentation du budget de l'éducation nationale porté à hauteur de 3% du PIB, permettant de faire face à la réalité démographique et aux besoins de formation du pays ; l'obligation scolaire étendue jusqu'à l'âge de dix-huit ans, mettant fin à l'idée qu'après le collège, maintenir tous les jeunes dans le système scolaire n'est pas indispensable.

Des décrocheurs à retenir

Pour les étudiants, la nécessité de travailler pour financer les études est le premier motif de départ. Les étudiants communistes posent la question : rater les cours à cause d'un job étudiant, est-ce normal ? Et donnent la solution : **oui à la création d'un salaire étudiant, et dès maintenant, hausse substantielle des bourses d'étude.**

Et le phénomène s'étend aux plus jeunes : la région Île-de-France a rendu publique une étude montrant que 30% des lycéens ont exercé au moins une fois une activité rémunérée au cours de l'année scolaire, et 10% une activité si intense qu'elle met en péril le déroulement normal des études.

La pauvreté accrue, et aussi la perte de sens des études face à l'attrait d'une rémunération immédiate sont les causes pointées. Va-t-on attendre de voir des écoliers contraints de financer le prix de leur repas de cantine par un travail dont quelque Macron magnanime donnera la liberté dans l'intérêt des familles ?

Les décrocheurs sont bien souvent, on le sait, des « décrochés » d'un fonctionnement de l'école qui ne permet pas à tous de s'approprier les savoirs : au lieu de proposer toujours

UNE DISPARITION EMBLÉMATIQUE

les écoles de la deuxième chance

Les écoles de la deuxième chance, ce sont ces structures associatives qui accompagnent les jeunes de 18 à 25 ans déscolarisés et sans diplôme. Financées par l'État, les Régions, les municipalités, et l'Europe à travers le Fonds social européen, leur existence dépend de ces subventions : or, à Paris par exemple, les subventions du FSE n'ont pas été versées pendant plusieurs années et le montant de la taxe d'apprentissage versée par les entreprises a diminué de moitié.

Résultat : cette école, comme plusieurs autres en France, est menacée de fermeture. Tout un gâchis d'expérience engrangée par ses formateurs.

Comment sauver ce capital, sinon en intégrant ces structures dans le secteur public, pour pérenniser leurs acquis et reconnaître la qualification de ses personnels ?



à la rentrée, trop d'absents à l'appel

moins d'école (réforme des rythmes, projet de réforme du collège...) et de faire payer de plus en plus les activités périscolaires organisées par les communes, c'est plus et mieux d'école qu'il faut. Une nouvelle carte des réseaux prioritaires qui ôte aux uns ce qu'elle donne aux autres est une fabrique de décrocheurs.

Il faut assurer la gratuité réelle et totale des études, montrer l'intérêt et créer les conditions d'un travail scolaire personnel et collectif, prendre comme référence l'élève qui n'a que l'école pour étudier.

Des élèves à intégrer

L'intégration des élèves souffrant de handicaps transforme trop souvent la rentrée des parents en véritable parcours de combattants, las de devoir taper du poing et faire des forcings individuels pour assurer à leurs enfants une scolarité correcte : 73 enfants en liste d'attente d'un AVS (assistant de vie scolaire), répond-on au père d'un enfant qui bénéficie théoriquement depuis le 23 janvier de 15 heures d'AVS et n'a toujours aucune nouvelle à cette rentrée ! Sans parler des frais non couverts occasionnés par les déplacements supplémentaires, les majorations de tarifs pour certaines activités périscolaires...

Dans les établissements, ce sont aux équipes enseignantes à la rentrée de déterminer quels cours supprimer aux enfants dont les heures d'AVS ne couvrent pas la totalité de l'emploi du temps.

À SAINT-DENIS

aucune absence passée sous silence !

À l'initiative de la mairie, trois lanceurs d'alerte – un parent d'élève, un professeur et un élu – contrôlent la rentrée dans les établissements afin d'éviter que ne se reproduise le scandale de la rentrée 2014, où 500 élèves se sont retrouvés dans des classes vides d'enseignants, et où l'on a dû procéder en hâte à des recrutements bâclés auprès de pôle Emploi.

Parents d'élèves, syndicats enseignants et le collectif des *Bonnets d'âne*, déjà très actif l'an dernier, ont pleinement investi ce dispositif. Rien n'échappe à leur contrôle : nominations, effectifs des classes, accompagnement des élèves handicapés...

Lorsque l'État manque à ses obligations, à Saint-Denis, on sait réagir collectivement !

Intégrer, ce n'est pas propulser n'importe quand et n'importe comment dans une classe, ni faire reposer l'accueil sur la charité : **il faut créer des emplois de titulaires à haut niveau de formation pour l'accompagnement des élèves handicapés, adapter les effectifs des classes qui les intègrent.**

Fonder l'enseignement sur la coopération intellectuelle et non la compétition favoriserait également leur intégration, en mutualisant leurs progrès.

Les plus jeunes à accueillir

Seuls 11% des moins de trois ans peuvent être accueillis à l'école. Bien des parents trouvent donc portes closes à cette rentrée alors qu'on sait que c'est un élément décisif de la réussite ultérieure.

Il faut rendre obligatoire l'école à partir de trois ans, et rendre possible la scolarisation dès deux ans.

On est donc bien loin de « couacs » marginaux de rentrée concédés par le gouvernement. Face aux scandales les plus criants, on invente des « référents » d'une question, on improvise des dispositifs éphémères, on individualise l'échec, on en fait des cas à part.

Mais il s'agit bel et bien de carences structurelles d'un système scolaire soumis à la règle de l'austérité, qui ne réussit pas à assurer une formation pour tous les jeunes à la hauteur des besoins et des possibilités de la nation.

L'énergie et la combativité des individus, des collectifs et organisations arrachent des concessions sur tous ces fronts.

Il est capital d'inscrire ces luttes dans un projet d'école global qui leur donne sens et débouché, et peut les fédérer en montrant leur cohérence.

Le terrain politique est décisif.

**AVEC LES COMMUNISTES
LA RENTRÉE
C'EST TOUS PRÉSENTS
À TEMPS PLEIN
AVEC LE PLEIN DES MOYENS
QUE MÉRITE L'ÉCOLE !**

DERNIÈRE
MINUTE

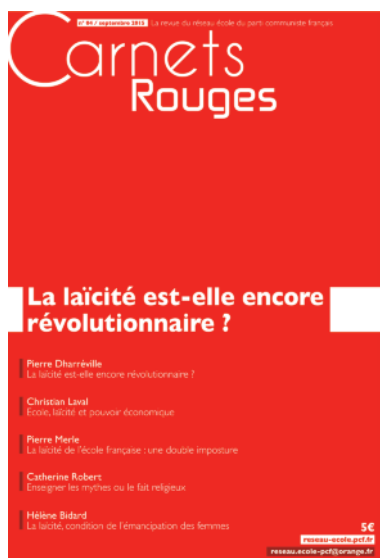
UNE DISPARITION SOUHAITÉE CELLE DE LA RÉFORME DES COLLÈGES

grève dans l'éducation le 17 septembre

L'entêtement du gouvernement à maintenir une réforme qui réussit à faire la quasi-unanimité contre elle, la provocation consistant à publier les décrets d'application au lendemain même d'une journée de forte mobilisation, rien n'empêche la détermination des personnels et des parents d'élève à faire reculer la ministre.

L'intersyndicale organise une nouvelle journée de grève le 17 septembre, et une manifestation nationale est envisagée en octobre.

Du matériel de mobilisation sur le site du réseau école <http://reseau-ecole.pcf.fr> (n°3 de *Luttons de classe(s)*, qui propose une analyse des méfaits de la réforme, des articles et des tracts à diffuser).



VIENT DE PARAITRE

Carnets rouges n°4

En 2015, le terme de laïcité instrumentalisé, galvaudé, détourné, n'est que fort peu associé à l'idée de révolution... et pourtant! Alors qu'elle trouve sa source, avant même que le terme n'existe, dans la remise en cause du pouvoir absolu en 1789, la laïcité ne cesse d'être réduite, défigurée, maltraitée, affublée d'adjectifs qui en trahissent le sens...

Il s'agit donc de redonner corps et chair à la laïcité, indissociable de la démocratie, en retrouvant son histoire, identifiant ses enjeux, contre tout catéchisme, y compris quand il se réclame de la gauche.

ÉLECTIONS RÉGIONALES 2015 refusons l'austérité

l'école pour tous, c'est aussi l'affaire des régions
une région qui refuse l'austérité et développe la formation c'est :
la gratuité des manuels scolaires et de toutes les fournitures scolaires
dans l'enseignement public
la gratuité des transports pour les scolaires et les étudiants
la tarification sociale dans les cantines
un observatoire régional de lutte contre l'échec et les inégalités scolaires
la défense de l'enseignement professionnel public
une politique culturelle qui permet à tous les jeunes d'avoir accès
aux livres, aux films, à la musique...

**et des élus prêts à interpeller l'État pour qu'il crée les emplois nécessaires
à une éducation de qualité pour tous et partout**